



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INOXYDA

4 ET 8 RUE ETIENNE DOLET
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2025.07.R.26
Code AIOT : 0005800484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement INOXYDA implanté 4 et 8 rue Etienne Dolet BP 222 76140 Le Petit-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du lundi 16 juin 2025 a été programmée en vue du récolement des demandes issues de la visite d'inspection du 10 septembre 2024 ainsi que dans le cadre du rejet des effluents aqueux de l'ICPE en application notamment de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1997.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INOXYDA
- 4 et 8 rue Etienne Dolet BP 222 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005800484

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Inoxyda exerce une activité de fonderie. Elle est spécialisée dans le moulage sable de pièces techniques de grandes dimensions en cupro aluminium pour diverses industries.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	émissaires à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	surveillance des rejets canalisés	AP Complémentaire du 08/12/2014, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
3	surveillance des retombées atmosphériques	AP Complémentaire du 08/12/2014, article 3.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
4	réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 11/06/1997, article 3.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/06/1997, article 3.1.12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Même si les échéances fixées à l'issue de la visite d'inspection de septembre 2024 ne sont pas encore toutes respectées, l'inspection souligne le travail déjà engagé par l'exploitant sur le sujet des rejets atmosphériques du site. Il convient à présent de finaliser le porter à connaissance et les mesures de contrôle des émissaires complétés d'une étude quantitative des risques sanitaires à partir des modélisations des retombées atmosphériques en vue de mettre à jour l'arrêté préfectoral du site. Il est également attendu un retour à la conformité des rejets sur la régétherm 500 (A24) et un meilleur échange d'information avec Atmo Normandie en charge de la surveillance environnementale mutualisée.

Les autres demandes portent sur les sujets suivants :

- la réalisation d'un plan des réseaux de collecte des effluents de l'ICPE,
- l'identification de la vanne d'isolement située en aval du système de prétraitement (filtre à

charbon actif) dans l'atelier de parachèvement ainsi que l'intégration de son identification sur plan,

- la définition d'un programme de vérification périodique des canalisations de collecte des effluents,
- l'identification de l'origine de la non conformité relevée sur le rapport DCO/DBO5 et action corrective associée le cas échéant..

2-4) Fiches de constats

N° 1 : émissaires à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, captation et VLE
Prescription contrôlée : Les dispositifs de captation et de traitement des effluents atmosphériques, en particulier lors des opérations de coulée et de décochage sont maintenus en permanence en bon état de fonctionnement. Lors des opérations de décochage, les fumées doivent être aspirées par des aspirateurs situés de part et d'autre des grilles de décochage. Les filtres de ces aspirateurs doivent être nettoyés et changés régulièrement. Ces dispositifs doivent être correctement entretenus. (...) Lorsque le sable est éliminé par régénération thermique, les rejets à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes : Débit : 2 250 m ³ /h Teneur en CO : 50 mg/m ³ teneur en NOx : 110 mg/m ³ (...)
Constats : L'inspection prend acte de l'arrêt de la décocheuse A20 (grille SOGEMI) dont l'information a été transmise à l'inspection par courriel du 06 mars 2025. L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 19 juin 2025 un rapport à connaissance dans une version non finalisée. Celui-ci contient une liste de 8 émissaires canalisés pour le site, dont : <ul style="list-style-type: none">• l'émissaire (A24) de la Regetherm 500 est en cours de rénovation (revue du système de filtration et modification de la hauteur de point de rejet) avec une date jalon annoncée à fin S2 2026,• l'implantation de l'émissaire (A34) d'aspiration des fours 6/7/8 est envisagée à fin S2 2026 (en cours d'investissement) selon les mêmes technologies et paramètres (débit, vitesse, hauteur de cheminée et concentrations) que ceux déjà implantés au four 9 et respectant les mêmes limites de valeurs de rejets,• l'émissaire (A35) de la grenailleuse dont la rénovation est en cours d'acquisition avec une date jalon annoncée à fin S2 2025. L'inspection relève que selon le tableau récapitulatif des unités de ventilation et de filtration

transmis en annexe du porter à connaissance susvisé, les cheminées des 5 autres émissaires se situent à une hauteur de 10 mètres (Lamberton, PP1-PP2-PP3, Hotte grille EPF, Four 9, décocheuse omega - P1).

Cette même annexe décrit par ailleurs sur chacun des émissaires les équipements de filtration installés, le diamètre du conduit, la capacité de traitement (débit d'éjection, vitesse), leur rattachement aux unités de production concernées ainsi que les types de polluants ciblés (particules, COV, poussières, etc.).

Au vu des éléments transmis dans le porter à connaissance non finalisé, l'inspection constate au jour de la visite la prise en compte de la demande N°1 par l'exploitant, bien que le porter à connaissance ne soit pas finalisé à date.

Demande n°1 : l'exploitant finalisera avant fin septembre 2025 son porter à connaissance conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement, faisant le point sur les évolutions du site depuis la dernière enquête publique de 1996, notamment au regard des émissaires du site et en prenant en compte les éléments de constat du point de contrôle n°1 - émissaires à l'atmosphère du rapport de la visite d'inspection du 10 septembre 2024. Les caractéristiques décrites dans l'annexe 1 du porter à connaissance susvisé sont définies pour les émissaires A24, A25 et A35 à la fois dans les conditions réelles à la date de transmission du porter à connaissance finalisé et à la fois dans les conditions projetées à l'issue des travaux de rénovation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2014, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets canalisés

Prescription contrôlée :

La société INOXYDA est tenue de réaliser, sous un délai inférieur à 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une campagne d'analyse des principaux rejets canalisés présents au sein des installations de fonderie des métaux et des équipements connexes. La campagne de mesures visée ci-dessus est réalisée au cours d'un fonctionnement représentatif des activités et portera sur les paramètres suivants :

- cuivre, nickel, plomb, aluminium et zinc,
- composés organiques volatils
- dioxines-furanes, exprimés en équivalent toxique OMS (facteurs d'équivalent toxique de 1998 et 2005)

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 06 mars 2025 un rapport du 24 février 2025 de son prestataire (Ref : 134575081-001-1), concernant la campagne de mesure des rejets Atmosphériques sur 5 de ses émissaires canalisés (décocheuse EPF (A15), Four 9 (A21), Régetherm 500 (A24), Grenailleuse (A35) et Lamberton (A8)).

Dans ce même courriel susvisé, l'exploitant indique à l'inspection réaliser une seconde analyse de contrôle sur la Régetherm 500 (A24) à la fin du premier semestre 2025 suite au constat d'une non conformité issue du rapport susvisé dont l'exploitant pense avoir trouvé la cause.

Sur ce sujet, l'inspection relève deux non conformités issues du rapport susvisé, suivant les prescriptions du chapitre 3.2.3 de l'AP du 11 juin 1997 :

- l'une sur le débit de rejet à l'atmosphère ramené aux conditions réglementaires sans correction d'O₂ ou de CO₂ dont la valeur moyenne du rapport indique une valeur de 20520 m³/h pour une VLE prescrite à 2250m³/h,
- l'autre sur la teneur en CO (monoxyde de carbone) des rejets à l'atmosphère dont la valeur moyenne du rapport indique une valeur de 59mg/m³ (concentration gaz sec et sans correction) pour une VLE à 50mg/m³.

Demande n°2 : l'exploitant transmettra avant le 15 septembre 2025 le rapport de la seconde analyse de contrôle sur la Régetherm 500 (A24) pour les paramètres suivants listés : poussières totales, COVtotaux, BTEX, dioxines et furanes, CO et Nox. Dans le même délai, l'exploitant justifiera auprès de l'inspection les causes des 2 non conformités évoquées au présent point de contrôle (débit de rejet et teneur en CO).

L'inspection prend par ailleurs note du report d'échéance formulé par l'exploitant dans son courriel du 06 mars 2025, concernant :

- la mise en conformité des émissaires grille OMEGA (A31) et poste pendulaire (A9) et la campagne d'analyse associée par son prestataire pour la fin du premier semestre 2025.
- l'installation et la mise en service d'un nouveau système d'aspiration du four 8 (A34) et la campagne d'analyse associée par son prestataire pour la fin du second semestre 2025.

Le jour de la visite, l'inspection a pu constater in situ, la présence des émissaires (A9) poste pendulaire et (A31) grille OMEGA à une hauteur de 10 mètres selon l'exploitant. Le nouveau système d'aspiration du four 8 (A34) était par ailleurs selon l'exploitant en cours d'investissement.

Demande n°3 : l'exploitant transmettra avant le 15 septembre 2025 le rapport de contrôle de son prestataire sur les émissaires canalisés (A9) poste pendulaire et (A31) grille OMEGA pour les paramètres suivants listés : poussières totales, PM10 et PM2,5, métaux.

Demande n°4 : l'exploitant transmettra avant fin décembre 2025 le rapport de contrôle de son prestataire sur l'émissaire canalisé « aspiration fours 6/7/8 » (A34) pour les paramètres suivants listés : métaux, COVtotaux, BTEX, dioxines et furanes, poussières totales, PM10 et PM2,5 ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : surveillance des retombées atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2014, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des retombées atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à la mesure des retombées atmosphériques liées aux émissions canalisées et diffuses

- sur le site au sein du bâtiment abritant les activités de fonderie, noyautage et de décochage,
- hors site à proximité des zones habitées les plus impactées ou le cas échéant, en périphérie de l'établissement.

Les paramètres analysés sont identiques à ceux repris à l'article 2 du présent arrêté (A savoir les métaux : Cu, Al, Ni, Pb et Zn; COV, dioxines et furanes)

Les prélèvements et analyses doivent être effectués suivant les normes en vigueur (notamment NFX 43-014) par des organismes agréés.

Le protocole de mesure et les emplacements envisagés pour les prélèvements, au regard des sources potentielles et des enjeux identifiés autour de l'établissement, sont proposés à l'inspection des installations classées sous un délai inférieur à 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 06 mars 2025 un rapport du 05 mars 2025 de son prestataire (Ref : 134575081-001-1) concernant la campagne de mesure dans l'environnement en limite de propriété pour les paramètres COVtotaux et BTEX.

Le lendemain de la visite, l'inspection s'est rendue à la réunion présidée par ATMO Normandie dans le cadre de la présentation des résultats de l'étude de 2024 sur le suivi des retombées atmosphériques dans la ZI Ouest de Rouen. L'inspection a ainsi pu constater d'après les résultats de cette étude des dépassements sur l'année 2024 des percentiles 95 régionaux pour le Cuivre et les dioxines-furanes au point L2b manoir queval situé sous les vents dominants de la fonderie INOXYDA.

Commentaire n°1 : il serait judicieux que l'exploitant INOXYDA prenne attache avec ATMO Normandie en vue de l'informer des actions d'améliorations à venir (en s'appuyant utilement sur le « formulaire envoyé aux industriels ») sur ses dispositifs de rejets air ainsi que celles qui ont déjà été réalisées par celui-ci depuis la mise en place de ce suivi, par exemple, en matière de dispositifs de captation, de modification des hauteurs d'émissaires (10m) ... afin de permettre une meilleure compréhension commune des études réalisées et qui peuvent également influencer sur la pertinence et/ou la suffisance des points de retombées maximales déterminés dans le cadre de cette étude, s'agissant pour le cas d'INOXYDA, du point L2b manoir queval.

Commentaire n°2 : L'inspection recommande à INOXYDA comme cela a pu être évoqué durant la réunion ATMO du 17 juin 2025 de relever les faits marquants susceptibles d'impacter les mesures réalisées par ATMO NORMANDIE sur le point L2b manoir queval. (par exemple : impact défavorable possible causé par une déviation du trafic routier, événement incidentel ou accidentel...)

Demande n°5 : l'exploitant intégrera et apportera une interprétation dans son porter à connaissance (Cf. Demande N°1) avant fin septembre 2025 :

- des résultats du rapport du 05 mars 2025 de son prestataire (Ref : 134575081-001-1) concernant la campagne de mesures dans l'environnement en limite de propriété pour les

- paramètres COVtotaux et BTEX,
- des résultats pertinents (notamment ceux évoqués au présent point de contrôle) concernant l'exploitant INOXYDA du rapport final ATMO Normandie de l'étude 2024 relatif aux résultats des métaux, dioxines / furanes et PCB dans les lichens sur la ZI de Rouen et ses alentours.

Demande n°6 : l'exploitant mettra à jour son étude des risques sanitaires avant fin décembre 2025 en incluant la réalisation des modélisations des retombées atmosphériques maximales (en s'appuyant sur le guide de l'inéris pertinent) liées aux émissions canalisées et diffuses de son exploitation selon sa configuration modifiée. L'étude quantitative des risques sanitaires actualisée sera transmise à l'inspection dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/1997, article 3.1.7

Thème(s) : Risques accidentels, réseaux

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne doivent pas contenir de substance de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les réseaux de collecte des effluents doivent discriminer les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Un plan des réseaux de collecte des effluents régulièrement tenu à jour doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 05 juin 2025 un plan du réseau public d'assainissement, renseigné à la main par l'ajout de données pertinentes concernant à titre d'exemple les points de rejets de l'ICPE vers le réseau public d'assainissement.

L'inspection relève que le plan transmis est incomplet au regard de la prescription contrôlée. En effet, celui-ci ne permet notamment pas de justifier de la discrimination des eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées. Par ailleurs, le plan des réseaux de collecte des effluents ne permet pas d'identifier pleinement les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...

Demande n°7 : l'exploitant réalisera avant fin octobre 2025 un plan des réseaux de collecte des effluents tel que défini dans la prescription contrôlée et permettant notamment de discriminer le réseau interne d'eaux usées non domestiques du réseau interne d'eaux usées domestiques.

Le jour de la visite, l'inspection a pu constater la présence d'un système de prétraitement (filtre à charbon actif) dans l'atelier de parachèvement : meulage / contrôle expéditions, avant rejet vers le réseau d'assainissement (Rue de l'ancienne mare). Ce dispositif était par ailleurs repéré sur le plan transmis à l'inspection. L'exploitant a su justifier du dernier échange standard du filtre à charbon actif susvisé par la transmission d'une facture datée du 13 mars 2025. Par ailleurs, l'exploitant a transmis un fichier de suivi interne justifiant du dernier nettoyage de la fosse à la même date.

In situ, l'inspection a pu constater l'absence de dispositif d'obturation sur le réseau de collecte des eaux usées avant rejet vers le réseau d'assainissement (Rue de l'ancienne mare) mais la présence d'une vanne d'isolement située en aval du système de prétraitement dans l'atelier de parachèvement : meulage / contrôle expéditions. Cette vanne d'isolement connue de l'exploitant n'est toutefois pas facilement identifiable en situation incidentelle ou accidentelle.

Demande n°8 : l'exploitant identifiera in situ (par exemple par le biais d'un affichage repérable) avant le 15 septembre 2025 la vanne d'isolement située en aval du système de prétraitement (filtre à charbon actif) dans l'atelier de parachèvement : meulage / contrôle expéditions. L'identification sur plan de cette vanne d'isolement est par ailleurs intégrée dans le cadre de la demande n°7 du présent rapport d'inspection.

L'exploitant n'a pas su justifier de la dernière vérification des canalisations de collecte des effluents, faisant notamment l'objet d'une prescription au titre de l'article 2 de l'arrêté Métropole Rouen Normandie mis en ligne le 10 mars 2025.

Demande n°9 : Avant fin octobre 2025, l'exploitant définira un programme de vérification périodique des canalisations de collecte de ses effluents et réalise une vérification de leur bon état. Dans ce même délai, l'exploitant justifie auprès de l'inspection du contrôle réalisé et du plan d'actions correctif associé le cas échéant (entretien des canalisations...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/1997, article 3.1.12

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets d'eaux industrielles

Prescription contrôlée :

Le nettoyage des pièces après ressuage fonctionnera en circuit fermé au plus tard le 01 septembre 1997.

Le raccordement de l'usine à la station d'épuration de PETIT-QUEVILLY doit faire l'objet d'une convention préalable passée entre l'industriel et l'exploitant de la station et/ou du réseau.

La convention doit fixer les caractéristiques maximales et, en tant que de besoin, minimales, des effluents deversés sur le réseau. Elle doit énoncer également les obligations de l'exploitant raccordé en matière d'autosurveillance de son rejet.

L'effluent industriel est, avant son entrée dans le réseau collectif, soumis à un prétraitement défini en fonction des caractéristiques de l'effluent et des résultats de l'étude de traitabilité préalable.

Les valeurs limites imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à la station d'épuration urbaine de PETIT-QUEVILLY ne doivent pas dépasser :

- MEST : 600mg/l
- DBO5 : 800mg/l
- DCO : 2000 mg/l
- Azote globale (exprimé en N) : 150 mg/l
- Phosphore total (exprimé en P) : 50mg/l

Constats :

Constats

L'exploitant a transmis par courriel du 05 juin 2025 le rapport du prestataire (Ref : 134231784-001-1) datant du 09/08/2024 relatif au prélèvement d'eau résiduaire composite de l'ICPE ; ER1 - rejet des eaux de ressuage. L'inspection relève qu'une observation a été émise par le prestataire de contrôle concernant une valeur DCO / DBO5 supérieure à la valeur limite maximale et dont la valeur mesurée est de 5,3 mg/l O2 pour une limite de 3mg/l selon le rapport du prestataire qui renvoie à l'arrêté préfectoral du 10 Juin 2014 - Autorisation de déversement d'eaux non domestiques dans le réseau public d'assainissement ainsi qu'à la convention de rejet du 15 décembre 2014.

Le jour de la visite, l'exploitant a précisé ne pas avoir engagé d'actions correctives sur cette observation, ne comprenant pas la non conformité relevée par le prestataire.

Demande n°10 : Avant le 15 septembre 2025, l'exploitant prendra attache avec son prestataire pour identifier l'origine de la non conformité évoquée dans le présent point de contrôle. Dans le même délai, l'exploitant justifie auprès de l'inspection en cas d'erreur du prestataire, la mise à jour du rapport de contrôle (Ref : 134231784-001-1) datant du 09/08/2024. Le cas échéant, l'exploitant justifie dans le même délai auprès de l'inspection l'action corrective qu'il retient en vue de son retour à la conformité.

L'exploitant a indiqué le jour de la visite réaliser 1 contrôle de ses effluents non domestiques par an avec son prestataire. Le jour de la visite, l'exploitant s'est engagé auprès de l'inspection à déclarer ses rejets eau et air périodiquement dans GEREPA à partir de l'année 2026 dans le cadre de la transmission du bilan de l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois